



prospérité pour les financiers, austérité pour les salariés, **ça suffit !**

Face aux 23 millions de chômeurs en Europe, particulièrement les jeunes, l'unique réponse des dirigeants politiques est l'austérité : pression sur les salaires, casse des Services Publics, de la Protection Sociale, des pensions, durcissement des conditions de travail...

En France, le plan Fillon pour réduire « le déficit » de la France est inacceptable. En inscrivant sa « règle d'or » dans la constitution, le gouvernement veut imposer un déficit budgétaire limité à 3 %, à coup de mesures dont le poids serait supporté essentiellement par les ménages (les 2 tiers !).

De plus, les agences de notation considèrent que le prélèvement pour l'intérêt général est dispendieux et voudraient le voir reverser dans la marmite de la spéculation. Il s'agirait donc de rogner sur les dépenses de solidarité ou d'éducation sans dire un mot sur les cadeaux en tous genres faits aux patrons.

► **170 milliards d'€ d'allègements leur ont été consentis par l'Etat, ce qui représente 67,7 % du total des recettes du budget**

► **210 milliards d'€ de dividendes versés aux actionnaires**

► **1 salarié sur 2 gagne moins de 1 500 €/mois**

► **seulement 1 chômeur sur 2 est indemnisé**

► **8,2 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté avec moins de 954 € par mois**

► **64 % des femmes retraitées perçoivent moins de 900 € par mois et 36 % moins de 700 €**

Les 10 exigences de la CGT

- ◆ Conditionner toute aide publique au respect de critères portant sur l'emploi
- ◆ Supprimer les exonérations sociales et fiscales sur les heures supplémentaires
- ◆ Agir sur les salaires dans le privé et dans le public avec ouverture immédiate de négociations et un SMIC porté à 1 700 €
- ◆ développer les politiques publiques notamment dans l'Education, la Santé, la Recherche..
- ◆ Stopper les suppressions d'emplois dans la Fonction Publique et créer de nouveaux postes
- ◆ Contraindre les entreprises à examiner sérieusement toutes les alternatives aux licenciements
- ◆ Réformer la fiscalité en profondeur (augmentation de l'ISF, alléger la TVA..)
- ◆ Créer un pôle financier public et établir un mécanisme de crédits à taux réduit pour favoriser l'investissement productif
- ◆ Taxer les mouvements spéculatifs de capitaux au plan européen et international
- ◆ Mettre en place un fonds européen de solidarité sociale

**Gouvernement et Medef sont mobilisés
pour nous faire payer une crise dont ils sont entièrement responsables !**

**DES SOLUTIONS EXISTENT, D'AUTRES CHOIX SONT POSSIBLES !
ENSEMBLE : IMPOSONS-LES !**

**LE 11 OCTOBRE 2011
MANIFESTONS A ARLES
10 H 30 - PLACE DE LA REPUBLIQUE**